

2 Politique

**Résolution du Parlement européen
La "3e voie" prend acte**

SM

Libreville/Gabon

Contrairement à toutes les réactions condamnant la résolution des députés européens contre le Gabon, qui ont fusé ces derniers jours, la "Troisième voie" a, pour sa part, dit simplement prendre acte dudit texte. C'était au cours d'un point de presse donné le week-end écoulé, par le président de cette plate-forme politique, Gérard Ella Nguema, ancien candidat à la Présidentielle du 27 août 2016.

LE président de la plate-forme politique dénommée la "Troisième voie", Gérard Ella Nguema, a animé, le week-end écoulé, un point de presse à sa permanence politique de Zeng-Ayong, dans le sixième arrondissement de Libreville. Plusieurs sujets étaient à l'ordre du jour. Ella Nguema a surtout fait connaître sa réaction suite à la résolution adoptée récem-



Gérard Ella Nguema lors d'une précédente rencontre...

ment par le Parlement européen sur le Gabon. À ce sujet, l'ancien candidat à la Présidentielle du 27 août 2016 a simplement dit avoir "pris acte" de ladite résolution des eurodéputés. Se démarquant ainsi, selon lui, «des réactions partisans de quelques bords politiques» qui se sont déjà prononcés sur la question. Gérard Ella Nguema a également dit retenir de ce texte, les volets liés au renforcement de la démocratie, à l'ins-

tauration de l'État de droit, à la bonne gouvernance, à la défense des droits de l'homme et de la liberté de la presse. Sans oublier les réformes juridiques et institutionnelles, en vue d'assurer des élections crédibles et des lendemains électoraux apaisés. Pour cela, «la "Troisième voie" adhère au principe d'une réforme approfondie et rapide de la procédure électorale», a déclaré l'orateur. De même que Ella Nguema et



... avec les journalistes.

les siens ont laissé entendre qu'ils s'associaient à des voix condamnant «la violation des droits de l'Homme, les arrestations arbitraires, les détentions illégales, les intimidations des acteurs de la société civile et des personnalités politiques ainsi que les violations de la liberté de la presse et de la liberté d'expression dans le contexte de l'élection présidentielle». Non sans appuyer «la demande de la levée des restrictions pesant

sur les médias et la libération de tous les détenus politiques". Sur un tout autre plan, l'orateur est revenu sur le contenu du rapport relatif aux cent premiers jours de l'équipe gouvernementale dirigée par Emmanuel Issoze Ngondet. Point par point, il est allé de son analyse de ce document. Notamment pour ce qui concerne «les défis économiques, la dette intérieure PME/PMI, la stratégie de relance économique, l'ébullition

évolutive du front social, l'incohérence de la loi de finances 2017, la grève à Shell Gabon, la solidarité gouvernementale en lambeaux et le dialogue national". De son appréciation générale, il ressort que la "Troisième voie" déplore le fait que, «sur les 172 mesures initialement jugées prioritaires par le gouvernement, seules 36 ont été totalement apurées, alors que 120 sont en cours d'exécution».

"Tendance avenir" appelle le peuple à la retenue

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

L'ASSOCIATION "Tendance avenir", présidée par le ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, Pascal Houangni-Ambourou, a récemment fait une déclaration en réaction à la résolution adoptée par le Parlement européen. Au cours de celle-ci, ses membres ont noté une certaine "communauté internationale rangée en mercenaire de notre stabilité intérieure". Une attitude jugée curieuse par Houangni-Ambourou et les siens. Car, selon eux, "l'élection présidentielle du 27

août dernier est, de mémoire des Gabonais, déjà passée, la preuve aujourd'hui, ceux des principaux acteurs de cette élection sont à l'heure des bilans, étape, s'il en était encore besoin de le rappeler, qui n'intervient qu'à la fin d'un processus et surtout puise son fondement dans sa capacité à nous projeter vers l'avenir après avoir tiré les conséquences soit d'un échec ou d'un succès".

A ce titre, "Tendance avenir" n'a pas manqué de jeter un regard rétrospectif sur l'organisation dudit scrutin auquel le Gabon avait invité un certain nombre d'observateurs internationaux dont ceux de l'Union européenne (UE).



Une vue de quelques membres de "Tendance avenir" présidée par Pascal Houangni-Ambourou.

Fort de cela, ils ont rappelé un des textes de l'Union européenne (UE) relatif à l'observation en matière

électorale. "L'Union européenne ne s'immiscera pas dans la conduite d'une élection ni dans la validation de

ses résultats", ont indiqué les membres de "Tendance avenir". Toute chose qui les a amenés à s'interroger sur la

sortie du Parlement européen, "au sujet d'une élection que les Gabonais ont, dans un dépassement démocratique, définitivement validée".

Aussi, Tendance avenir a-t-il appelé le peuple gabonais à ne pas faire écho à "cette démarche aux allures impérialistes mais, à concentrer toutes nos forces à bâtir ensemble le destin de notre pays".

Il faut rappeler que depuis l'adoption de cette résolution par le Parlement européen, des voix s'élèvent ici et là au niveau de la classe politique et au sein de la société civile. Pour la plupart, il s'agit de la condamner voire de la refuser.

Opposition/Déclaration des Jeunes leaders soutenant Jean Ping

Des "pratiques anciennes" décriées

C.O.

Libreville/Gabon

Les jeunes "pinguistes" ont par ailleurs appelé à un rassemblement de toute la jeunesse au sein d'un mouvement populaire placé sous l'autorité des jeunes leaders bien connus. Cela, afin de mettre fin à la domination des anciens acteurs politiques. Non sans appeler les hommes politiques de tous bords au ressaisissement face aux démons de la division.

ONZE jeunes leaders des mouvements et associations des partis politiques de l'opposition soutenant Jean Ping, se sont retrouvés, dernièrement, au rond-point de Nzeng-Ayong, dans le sixième arrondissement de Libreville. Par la voix d'Aimé Martial

Obiang Mve, coordonnateur en charge des questions politiques du Mouvement des jeunes de l'Union nationale (UN), ces regroupements politiques ont, lors de leur déclaration, dénoncé ce qu'ils ont appelé "les pratiques anciennes". Pour eux, celles-ci consistent à écarter les jeunes lors des prises de décisions qui engagent le pays. Un fait qui, selon eux, remontent à la Conférence nationale de 1990. «Les jeunes n'ont quasiment pas profité de ces rencontres politiques, si ce n'est de leur infantilisation orchestrée par l'égoïsme de certains hommes politiques qui, tapis dans l'ombre, tirent les ficelles», notent-ils. Aussi, dénoncent-ils les agissements de certains de leurs mentors politiques. Ils en veulent pour preuve, les propositions de signature



Le bureau des Jeunes leaders de l'opposition soutenant Jean Ping, lors de sa déclaration politique.

des conventions de jeunes pour le dialogue ou les chartes des leaders représentant la jeunesse gabonaise. Une démarche qu'ils qualifient d'imprudente et très peu crédible. Toute chose qui, pour ces jeunes, ne correspond pas à leur vi-

sion de la pratique politique. D'autant que ces hommes politiques qui agissent ainsi, ajoutent-ils, sont sans "réelle représentativité politique et sont dépourvus de toute légitimité pour s'exprimer au nom des jeunes". Par ailleurs, après un rappel

des événements post-électoraux du 31 août dernier, ces jeunes soutenant Ping ont lancé un appel à toute la classe politique. "Nous interpellons et appelons au ressaisissement, les hommes politiques de tous bords, responsables de cette manœuvre

dilatatoire et divisionnaire». Tout comme, ils ont appelé "à l'union de toutes les forces politiques, afin de nuire à la division sur laquelle les hommes politiques s'appuient pour mieux asseoir leur domination en chosifiant les jeunes".

En outre, ces jeunes insistent sur le fait qu'ils doivent désormais être au centre de l'action politique. Ils estiment constituer la première ressource politique du pays. «Le jeune a toujours fait l'objet d'une marginalisation, d'un bizutage au profit des vieux accords d'appareil opposition-majorité», déplorent-ils. Et pour sortir de cette "impasse", ils proposent "le rassemblement de toute la jeunesse gabonaise au sein d'un mouvement populaire à la tête duquel seront placés des jeunes leaders bien connus".